

Dépenses gouvernementales

mettre de l'ordre chez lui, car s'il le faisait, cela ajouterait de la crédibilité à son programme et les Canadiens l'appuieraient et le mettraient en œuvre par patriotisme.

Il y a quelques années, les libéraux ont recruté une escouade de la vérité présidée par Judy LaMarsh. Je me rappelle un incident survenu au cours d'une séance de cette escouade de la vérité. Le très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker) était en train de servir à cette escouade de la vérité ce qu'elle méritait et de faire éclater la vérité sur ses activités, lorsqu'un homme à l'arrière de la salle, incidemment dans la province de mon chef politique, s'écria: «C'est ça, John, faites-leur passer un mauvais quart d'heure!» A quoi le très honorable représentant rétorqua: «Quand je dis la vérité sur les libéraux, ils passent un mauvais quart d'heure». Voilà la situation telle qu'elle est: les ministres du gouvernement actuel ont perdu toute crédibilité aujourd'hui.

Une voix: Vous grimacez encore, Eldon.

M. Woolliams: Cessez donc de rêver.

Une voix: C'est une honte!

M. Woolliams: Mais oui, c'est une honte; une véritable honte. La vérité, c'est que le gouvernement actuel fait de folles dépenses depuis sept ans. En réalité, ce sont les ministères qui gouvernent. Le président du Conseil du Trésor est un de mes amis, je l'espère, mais je me pose des questions sur l'expérience de cet homme qui occupe maintenant l'un des postes les plus importants dans notre pays. Je me trompe peut-être, et je l'espère, mais je doute qu'avant d'entrer à la Chambre, ce jeune homme ait jamais discuté avec son banquier pour s'assurer qu'il avait assez de capitaux dans son entreprise pour payer ses employés ou pour éviter la faillite, et pourtant aujourd'hui il est président du Conseil du Trésor et il parle de crédibilité. La crédibilité, d'après nous, n'existe pas et pourtant le ministre participe à l'administration de la plus grosse entreprise du pays.

Le gouvernement dépense 32 milliards de dollars cette année. Le député de Peace River (M. Baldwin) a souligné qu'il y aurait un déficit de quelque 3 milliards de dollars. A mon avis, il sera plutôt de 7.7 milliards de dollars. Toutes les prévisions budgétaires que j'ai entendues depuis que les libéraux ont repris le pouvoir en 1965 étaient à moitié ou totalement erronées. Les libéraux n'ont jamais été très bons dans les prédictions. Ils dépensent sans compter depuis le gouvernement Pearson et depuis que Trudeau est au pouvoir.

M. Chrétien: Vous devriez vous rappeler le budget de 1959-60.

Une voix: Ils ne veulent pas se le rappeler.

M. Woolliams: Je demande au ministre actuel des Transports (M. Lang) quelle expérience il a dans ce nouveau domaine? Il a été doyen d'une faculté à l'université de Saskatchewan. C'est un universitaire respectable qui est devenu ministre de la Justice. Maintenant le voilà ministre des Transports. A-t-il vraiment l'expérience des affaires qu'il fait pour analyser les problèmes de transport?

Une voix: Allons donc!

[M. Woolliams.]

M. Woolliams: J'y vais, et encore plus fort. J'aimerais bien que vous m'écoutez.

Une voix: Parlez-vous plus fort aussi?

Des voix: Oh, oh!

M. Woolliams: Écoutez-moi donc. Le ministre actuel a-t-il l'expérience voulue pour analyser les faits?

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Vous pouvez crier fort, je vous répondrai encore, n'ayez crainte. Je sais toujours, par le bruit qu'ils font, quand j'irrite la conscience des libéraux. Ces ministres ont-ils la compétence voulue pour analyser les données que leur remettent les fonctionnaires. Au fond, ce sont ces derniers qui mènent le gouvernement, ces mêmes hauts fonctionnaires qui viennent de toucher une hausse de traitement s'élevant jusqu'à \$6,000 par année. C'est un bel exemple de l'austérité du gouvernement au pouvoir.

Une voix: Austérité, en effet!

M. Woolliams: Est-ce qu'un seul de ces ministres a acquis, avant son arrivée à la Chambre, l'expérience nécessaire pour pouvoir s'acquitter de ses responsabilités actuelles? Ils ont peut-être tous fait des études universitaires et je ne me permettrais pas de mettre en doute les notes qu'ils ont alors reçues, mais ont-ils acquis l'expérience pratique nécessaire pour gouverner? Je pense que non et c'est pourquoi nous trouvons actuellement dans un tel chaos économique.

M. Chrétien: Je suis avocat comme vous, Eldon.

M. Woolliams: J'ai écouté le député de Laurier (M. Leblanc), le président du Conseil du Trésor et d'autres libéraux parler de dépenses incompressibles. Mais ce sont eux qui ont lancé ces magnifiques programmes d'aide.

M. Chrétien: Vous avez voté en faveur de ces programmes.

M. Woolliams: Il y en a plusieurs qui n'ont pas eu ma voix. C'est le gouvernement qui les a lancés. Rappelons-nous le débat sur l'assurance-maladie. Le rapport Hall prévoyait que ce magnifique régime coûterait environ 600 millions de dollars aux Canadiens. M. Hall a également dit que, si le gouvernement réalisait certains de ses projets, le régime pourrait coûter 2 milliards de dollars.

Lorsque j'ai signalé ces faits au gouvernement lors du débat, on m'a répondu qu'il ne fallait pas me soucier des dépenses, car tout le monde était en faveur d'une certaine forme d'assurance-maladie. Le gouvernement poursuit son grandiose projet.

La même chose s'est produite avec la caisse d'assurance-chômage. Je me souviens qu'en 1962 l'opposition avait reproché à l'honorable représentant de Prince-Albert et à son gouvernement d'avoir dépensé en un an 300 millions de dollars de plus que les cotisations perçues. Aujourd'hui, le gouvernement dépense à ce titre environ 3.5 milliards, peut-être même 4 milliards. De plus, la participation des employeurs et des employés a plus que doublé. Il ne s'agit plus d'un régime d'assurance, mais d'un régime de grandeur instauré par les libéraux, qui expient maintenant leurs péchés.